

L'économie francilienne ralentit nettement en 2023, mais reste l'une des plus dynamiques de France métropolitaine

L'activité économique francilienne ralentit, mais résiste mieux que les autres régions

Après une forte baisse en 2020, l'activité économique francilienne, mesurée à l'aune des heures rémunérées par les employeurs, a retrouvé en 2022 son niveau d'avant-crise sanitaire. En 2023, malgré un ralentissement observé dans l'ensemble du pays, l'Île-de-France est la région de France métropolitaine la plus dynamique s'agissant de l'activité économique devant les Pays de la Loire et l'Occitanie. Le volume d'heures rémunérées augmente de 2,4 % sur un an dans la région capitale (après +7,2 % en 2022) et de 2,0 % dans les deux autres régions. L'activité s'est progressivement essoufflée au cours de l'année 2023, passant de +5,6 % sur un an en janvier à +1,1 % en décembre ► [figure 1](#).

Le secteur tertiaire marchand contribue à 81 % à la hausse de l'activité économique régionale, notamment

► Avertissement

En décembre 2023, dans le secteur de la construction, la variation des heures rémunérées n'est pas représentative de la variation de l'activité qu'elle est censée illustrer. Les heures rémunérées dans la construction sont, dans quasiment toutes les régions, en forte augmentation en décembre 2023 par rapport à décembre 2022. Ces évolutions viennent du fait que, dans la construction, les congés des salariés ne sont pas rémunérés directement par l'employeur mais par des caisses indépendantes et ne sont donc pas pris en compte. Or, le positionnement atypique des vacances scolaires a entraîné moins de congés en décembre 2023 qu'en décembre 2022.

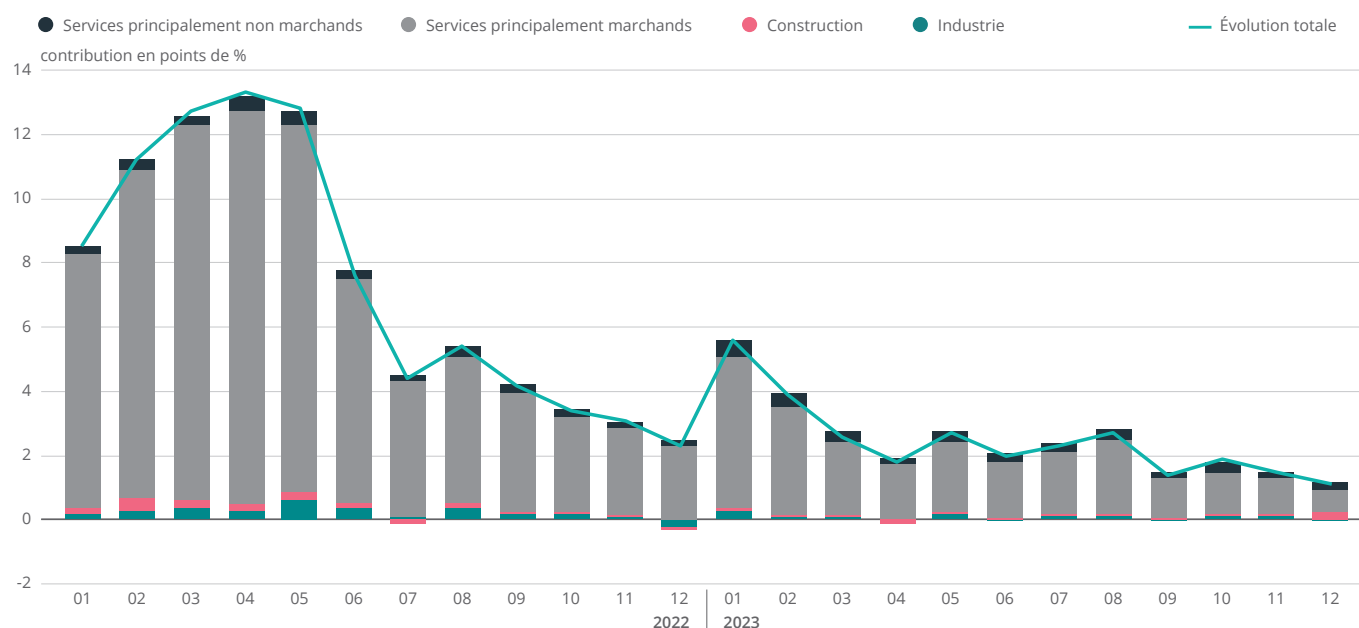
grâce à l'hébergement et restauration, l'information et communication et les activités spécialisées, scientifiques et techniques dont le volume d'heures rémunérées augmente respectivement de 5,6 %, 3,8 % et 3,1 % sur un an.

Les Hauts-de-Seine et Paris sont les plus moteurs (respectivement +3,6 % et +3,3 %), devant la Seine-et-Marne (+2,7 %). En revanche, l'activité économique dans les Yvelines est stable (-0,1 % après +2,6 %), ce département restant le seul de la région à ne pas avoir retrouvé son niveau d'avant-crise sanitaire.

L'emploi salarié ralentit encore en 2023

En 2023, l'emploi salarié ralentit en Île-de-France pour la deuxième année consécutive après le rebond consécutif à la crise sanitaire. Il augmente de 0,8 % sur un an, bien en deçà de l'évolution de 2022 (+2,1 %) ► [figure 2](#). Avec 6,3 millions de salariés fin 2023, l'Île-de-France est la deuxième région la plus dynamique de France métropolitaine derrière la Bretagne (+1,2 %). Cette hausse est portée principalement par l'industrie dont l'emploi accélère (+1,9 % après +1,1 %) et le secteur

► 1. Contributions sectorielles mensuelles à l'évolution des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente - Île-de-France



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Champ : secteur privé hors secteur agricole.

Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

tertiaire marchand hors intérim (+1,0 %), même si ce dernier montre des signes de ralentissement. Parallèlement, l'emploi intérimaire se contracte fortement (-7,7 %). L'apprentissage s'essouffle en 2023 (+3,7 % après +14,7 %), mais reste plus dynamique qu'au niveau national (+1,8 %).

Les évolutions varient selon les départements, avec un ralentissement constaté dans la plupart d'entre eux, notamment à Paris (+0,9 % après +4,0 %). Le Val-d'Oise et l'Essonne sont les deux seuls départements où l'emploi salarié augmente à un rythme un peu plus soutenu qu'en 2022.

Le marché du travail se dégrade légèrement

À la fin de l'année 2023, en Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue de 1,1 % par rapport à l'année précédente, tandis que celui des catégories B et C, ayant travaillé au

cours du dernier mois, augmente de 6,0 %. Pour l'ensemble des catégories A, B et C, la tendance à la hausse est plus marquée qu'au niveau national (+1,5 % contre +0,3 % en France hors Mayotte).

Au sein de la région, les Hauts-de-Seine affichent la plus faible diminution des demandeurs d'emploi en catégorie A et la plus forte augmentation toutes catégories confondues, tandis que la Seine-et-Marne enregistre la plus forte baisse en catégorie A. La demande d'emploi diminue pour les 50 ans ou plus, mais augmente significativement pour les moins de 25 ans. Dans ce contexte, les politiques de l'emploi ont davantage bénéficié aux jeunes, avec une augmentation des dispositifs d'insertion et de retour à l'emploi, notamment l'apprentissage et le contrat d'engagement jeune.

Après avoir atteint son point le plus bas depuis 2008 au premier trimestre 2023, le taux de chômage en Île-de-France augmente de 0,4 point sur un an pour

atteindre 7,2 % de la population active à la fin de l'année, revenant ainsi à son niveau d'avant la crise sanitaire. Les taux de chômage varient significativement au sein de la région : ils sont les plus faibles à Paris (5,9 %) et dans les Hauts-de-Seine (6,1 %), et le plus élevé en Seine-Saint-Denis (10,6 %).

L'Île-de-France, région la plus dynamique de France métropolitaine pour les créations d'entreprises

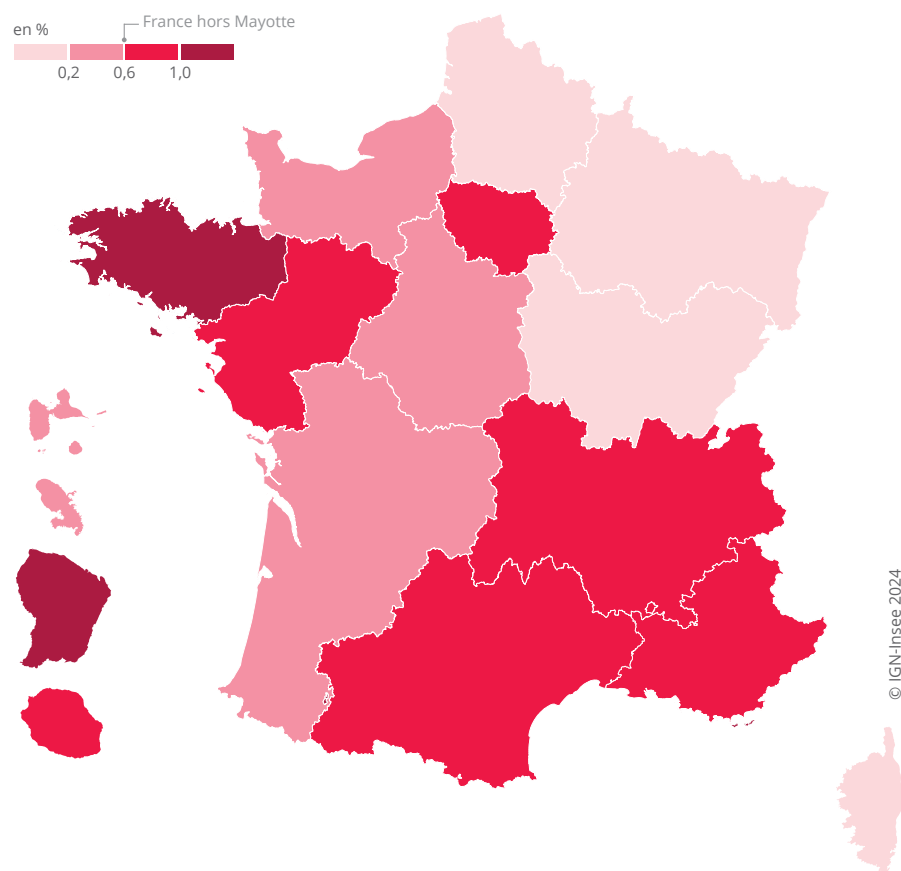
Le nombre de nouvelles entreprises enregistrées en Île-de-France a augmenté de 2,4 %, une hausse similaire à celle de l'année précédente, contrairement au niveau national qui accuse un repli (-1,0 %). L'Île-de-France est la région la plus dynamique des quatre régions métropolitaines où le nombre d'immatriculations augmente ► **figure 3**. Cette bonne tenue est particulièrement portée par la petite couronne, notamment la Seine-Saint-Denis. Le statut de micro-entrepreneur demeure majoritaire parmi les nouvelles entreprises immatriculées dans la région. Grâce à une reprise significative en 2023, le secteur du commerce, transport, hébergement et restauration contribue de manière importante à la croissance des créations.

En 2023, les défaillances d'entreprises en Île-de-France ont augmenté de 36,5 % par rapport à 2022, dépassant légèrement la moyenne pré-pandémique (2010-2019). Le ralentissement de l'économie, d'une part, et la fin des différents dispositifs de politiques publiques de soutien en trésorerie, d'autre part, entraînent une fragilisation d'un certain nombre d'entreprises.

Forte hausse des créations d'entreprises spécialisées dans la production d'électricité

En 2023, le nombre de nouvelles entreprises dans le secteur industriel a augmenté de 6,4 % en Île-de-France. Cette croissance est principalement liée au grand nombre d'entreprises spécialisées dans la production d'électricité qui se sont créées (+66,2 %), en lien avec les incitations fiscales visant le développement de l'énergie photovoltaïque. Ce développement s'inscrit dans un contexte de nette hausse des prix de l'électricité, même si la mise en place d'aides gouvernementales a pu contenir quelque peu la hausse des prix pour les entreprises (+96 % entre 2021 et 2023 contre +128 %

► 2. Évolution régionale de l'emploi salarié total entre fin 2022 et fin 2023



Lecture : les bornes comprennent une limite correspondant à l'évolution au niveau national (+0,6 % entre fin décembre 2022 et fin décembre 2023), ce qui permet de visualiser si les régions ont évolué plus ou moins vite comparativement au niveau national.

Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total ; France hors Mayotte.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

sans aides) et plus significativement pour les ménages (+19 % en 2023 contre +53 % sans aides).

Dynamisme des ventes de voitures neuves

Parallèlement, les ventes de voitures particulières et véhicules utilitaires légers électriques neufs ont battu un nouveau record en 2023 et leur part dans les nouvelles immatriculations ne cesse d'augmenter pour s'établir respectivement à 14,8 % et 12,6 % en Île-de-France. Plus généralement, les nouvelles immatriculations de voitures particulières ont augmenté de 21,2 % en 2023.

L'alimentation, principale contributrice de l'inflation en 2023

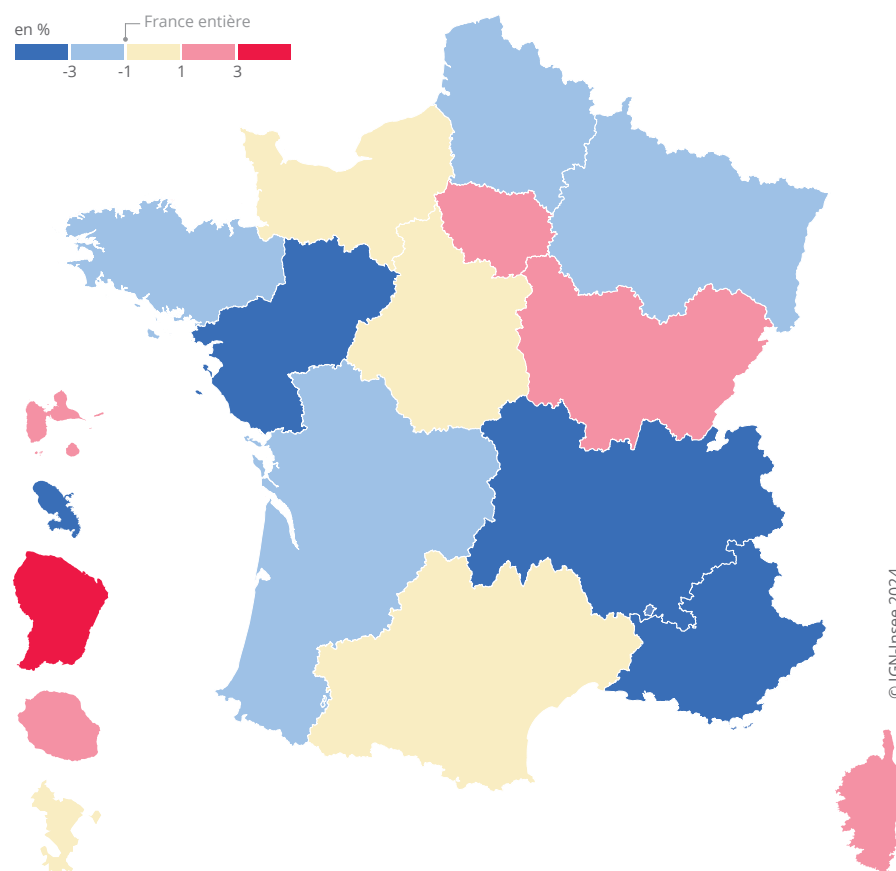
Loin devant l'énergie, l'alimentation a été la principale contributrice à l'inflation entre septembre 2022 et septembre 2023 malgré un ralentissement depuis avril 2023, conséquence du reflux des prix des produits agricoles. En 2023, les conditions météorologiques se caractérisent par des températures au-dessus des normales saisonnières et un excédent pluviométrique dans la région. En Île-de-France, les précipitations pendant la période cruciale de maturation des cultures estivales, comme le maïs et le tournesol, ont généré des rendements accrus, mais la baisse des cours a conduit à une dépréciation de la valeur de la production agricole régionale.

La hausse des taux d'intérêt impacte négativement la construction

Dans un contexte de nette hausse des taux d'intérêt et de désendettement de grands groupes franciliens, les encours de crédits mobilisés ralentissent nettement pour les sociétés non financières, et ce, de façon plus prononcée qu'au niveau national. De plus, les nouveaux crédits à l'habitat chutent drastiquement.

La construction et la vente de logements neufs sont impactées par cette hausse des taux d'intérêt. Le nombre d'autorisations

► 3. Évolution entre 2022 et 2023 du nombre de créations d'entreprises par région



Lecture : les bornes comprennent une limite correspondant à l'évolution au niveau national (-1,0 % entre fin décembre 2022 et fin décembre 2023), ce qui permet de visualiser si les régions ont évolué plus ou moins vite comparativement au niveau national.

Champ : France entière, y compris micro-entrepreneurs. Ensemble des activités marchandes non agricoles.

Sources : Insee, SIDE.

et de mises en chantiers s'effondre (respectivement -23,8 % et -26,0 %) et la construction neuve est à son niveau le plus bas depuis 2009. Les mises en vente de logements neufs et les réservations chutent également (respectivement -36,1 % et -28,4 %). Après huit années de hausse, le prix moyen au m² des biens immobiliers neufs amorce une baisse (-0,7 % pour les maisons et -0,5 % pour les appartements).

La fréquentation touristique poursuit sa dynamique

En 2023, la fréquentation hôtelière en Île-de-France augmente de 5,4 %

par rapport à l'année précédente, atteignant quasiment son niveau de 2019. Cette croissance est stimulée par une forte hausse des flux touristiques internationaux. La levée des restrictions sanitaires en Chine et la tenue de la Coupe du monde de rugby ont attiré les clientèles asiatique et océanienne. La fréquentation des lignes internationales dans les aéroports franciliens a augmenté de 18 %. Par ailleurs, la fréquentation des musées et monuments est en hausse, permettant même à de nombreux sites de retrouver les niveaux de fréquentation atteints avant la crise. ●

Élisabeth Prévost (Insee)

► Pour en savoir plus

- Dunand O., Fauchaux J.-Ch., Lutinier B., Passerieux C., Studer N., « Les prix de vente de l'électricité et du gaz aux clients professionnels resteraient en 2024 bien supérieurs à leur niveau de 2021 », Insee Focus n° 326, mai 2024.
- Insee, « La reprise se fait attendre », Note de conjoncture, mars 2024.

En 2023, le décalage conjoncturel entre les États-Unis et les différentes économies européennes s'est confirmé

En 2023, le décalage conjoncturel entre les États-Unis et les différentes économies européennes s'est confirmé ► **figure 4**. La croissance américaine a ainsi atteint +2,5 % contre +0,6 % dans la zone euro, où l'activité a été globalement étale tout au long de l'année, et +0,1 % au Royaume-Uni. Parmi les principales économies de la zone euro, la France et l'Italie ont connu une dynamique de croissance globalement assez proche en 2023 (+1,1 % en France et +1,0 % en Italie). Le moteur allemand a quant à lui calé (croissance nulle en 2023), tandis que l'économie espagnole a poursuivi son rattrapage (+2,5 %).

L'Europe est restée exposée à des prix énergétiques élevés, bien qu'en repli, et a pâti des effets du resserrement monétaire. L'économie américaine y a été moins sensible, bénéficiant de puissants soutiens budgétaires. En Chine, passé le rebond consécutif à la réouverture de l'économie, la croissance s'est stabilisée à un rythme sensiblement inférieur à celui de la décennie 2010, pénalisée notamment par la contraction du secteur immobilier. Le ralentissement chinois a, toutefois, un effet global ambigu pour l'économie française : s'il freine l'activité via les canaux commerciaux, il contribue en revanche à la détente des prix des matières premières et constitue ainsi un facteur de soutien.

En France, la croissance de l'économie a été modérée en 2023 : le PIB (en volume) a augmenté de 0,9 % en données brutes (+1,1 % en données corrigées des jours ouvrables), après une hausse de 2,6 % en 2022. La production a ralenti (+1,5 % en volume après +4,1 %).

La croissance de la production est principalement portée par les services marchands, qui ralentissent mais sont en hausse de 2,4 %, et en particulier par les services aux entreprises et d'information-communication. La production en construction est quasi stable (-0,1 %), mais cette stabilité masque un repli important dans la construction de logements neufs que compense la bonne tenue

des activités d'entretien-amélioration et de génie civil. La production industrielle rebondit (+0,5 % après -0,4 %), avec des situations très contrastées suivant les branches. La production de matériels de transport, encore très dégradée en 2022 par rapport à son niveau d'avant-crise, accélère nettement en 2023 (+11,3 % après +7,8 %), les difficultés d'approvisionnement s'atténuant. À l'inverse, la production d'« autres produits manufacturés » se replie de nouveau (-3,6 % après -0,9 %), notamment pour les industries les plus énergivores (chimie, papeterie, métallurgie), très pénalisées par la hausse des prix de l'énergie.

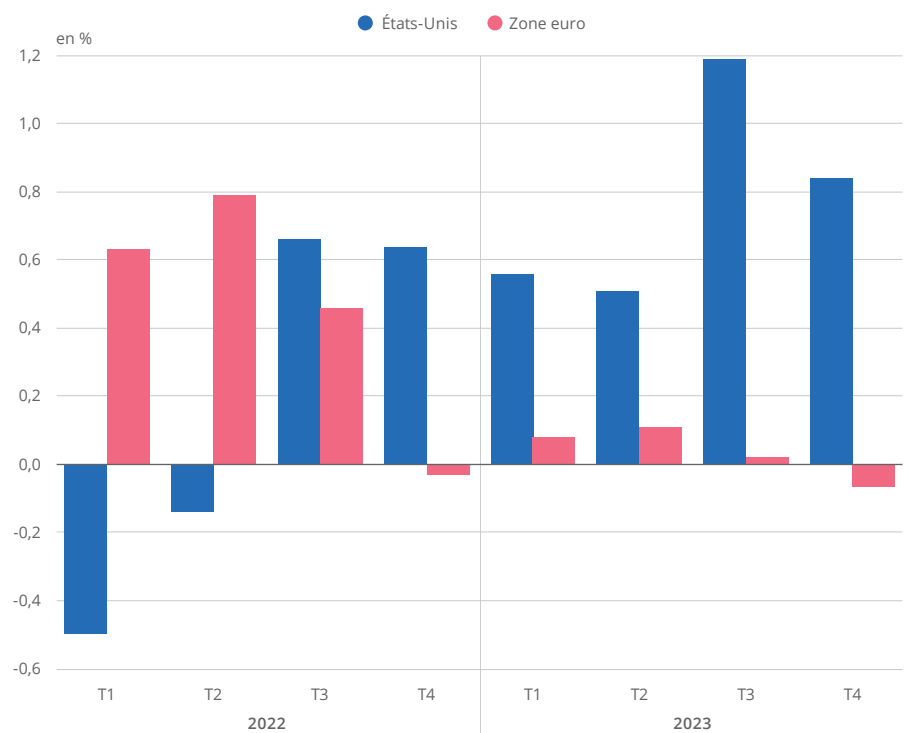
L'emploi salarié a nettement ralenti en 2023, augmentant de 0,6 % sur l'année (soit 156 000 créations nettes d'emploi entre fin 2022 et fin 2023), après +1,4 % en 2022 (soit +376 000 emplois) et +3,2 %

en 2021 (soit +814 000 emplois). Le taux de chômage au sens du BIT s'est stabilisé en fin d'année à 7,5 % de la population active. Il est supérieur de 0,4 point à son niveau de fin 2022, qui était le plus bas depuis 1982. La hausse progressive du chômage depuis lors résulte du ralentissement de l'emploi alors que la population active est restée dynamique.

Le pouvoir d'achat des ménages a rebondi, malgré une inflation qui demeure élevée

Après être resté pendant près d'un an sur un plateau autour de +6 %, le glissement annuel des prix à la consommation en France a nettement diminué à partir du printemps 2023, du fait notamment du ralentissement des prix des produits pétroliers et des produits

► 4. Croissance trimestrielle du PIB dans la zone euro et aux États-Unis



Sources : Bureau of Economic Analysis, Eurostat.

alimentaires ► **figure 5.** L'inflation est néanmoins restée relativement élevée : en moyenne annuelle, elle s'est établie à +4,9 % en 2023, après +5,2 % en 2022. L'alimentation a été la principale contributrice à l'inflation d'ensemble entre septembre 2022 et septembre 2023. Dès avril 2023 cependant, les prix des produits alimentaires ont nettement ralenti, en raison du reflux des prix des produits agricoles depuis leur pic de mai 2022. De même, la contribution des prix des produits manufacturés à l'inflation d'ensemble a reflué à compter du milieu d'année. Ce sont désormais les prix des services, tirés par la dynamique des salaires, qui soutiennent l'inflation.

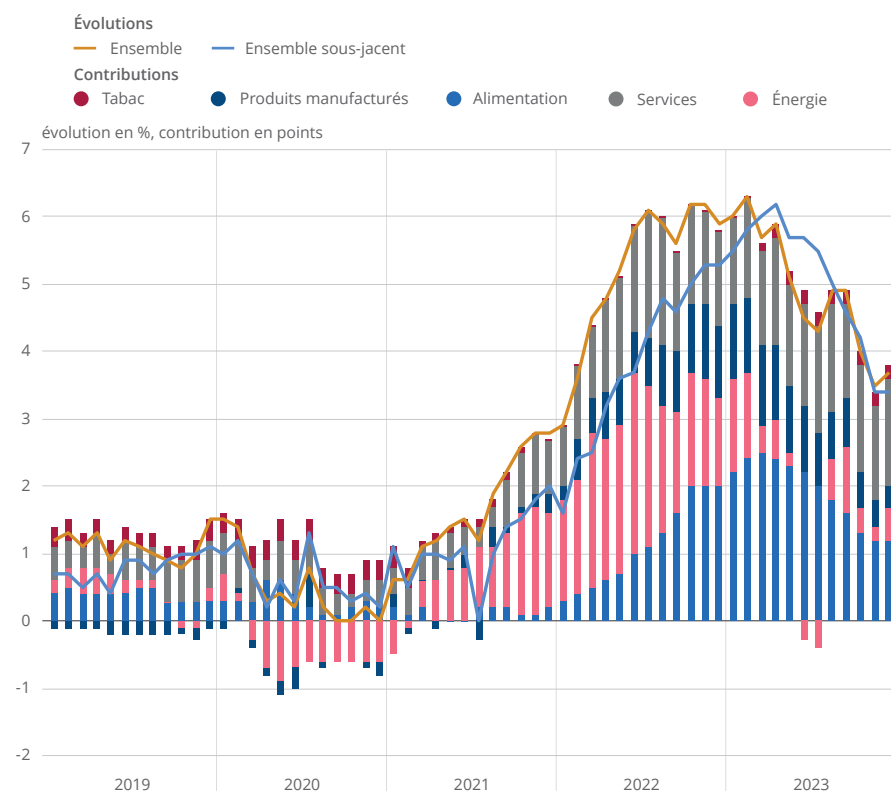
En ce qui concerne les rémunérations, le salaire moyen par tête (SMPT) dans les branches marchandes non agricoles et le salaire mensuel de base¹ (SMB) ont été dynamiques en termes nominaux (respectivement +4,1 % et +4,3 %). Cependant, ils ont de nouveau reculé en termes réels (respectivement -0,8 % et -0,6 %). Comme en 2022, ces reculs inédits traduisent le fort dynamisme des prix sur la période récente. En deux ans, le recul du SMB réel atteint ainsi 2,5 %.

En 2023, le pouvoir d'achat des ménages a accéléré (+0,8 %, après +0,3 % en 2022 ► **figure 6**). Les revenus nets d'activité ont ralenti mais sont restés dynamiques (+5,0 % après +7,2 % en 2022). Les prestations sociales en espèces ont augmenté de 4,7 % après +1,7 %, sous l'effet principalement des revalorisations des retraites (effet en année pleine de la revalorisation de juillet 2022 et revalorisation résiduelle de janvier 2023) : les retraites ont ainsi progressé de façon soutenue (+5,3 %). Les revenus du patrimoine, corrigés de l'effet SIFIM², accélèrent en 2023 (+7,5 % après +5,8 %) sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt et de versements dynamiques de dividendes et des autres revenus d'investissement. Au total, le revenu disponible brut (RDB) hors effet SIFIM de l'ensemble des ménages a accéléré (+5,8 % après +5,0 %).

¹ Le SMB correspond à la composante sous-jacente du SMPT, à côté de la composante conjoncturelle affectée notamment par les versements de primes et les heures supplémentaires.

² Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) mesurent les services d'intermédiation liés à l'octroi de crédits et à la gestion des dépôts par les banques. L'imputation de SIFIM majore l'évolution des revenus du patrimoine dans un contexte de remontée de taux d'intérêt ainsi que le prix de la consommation des ménages, mais l'effet de cette imputation sur l'évolution du pouvoir d'achat du RDB est faible (encadré 2 de l'Insee Première n° 1997 Comptes de la Nation 2023).

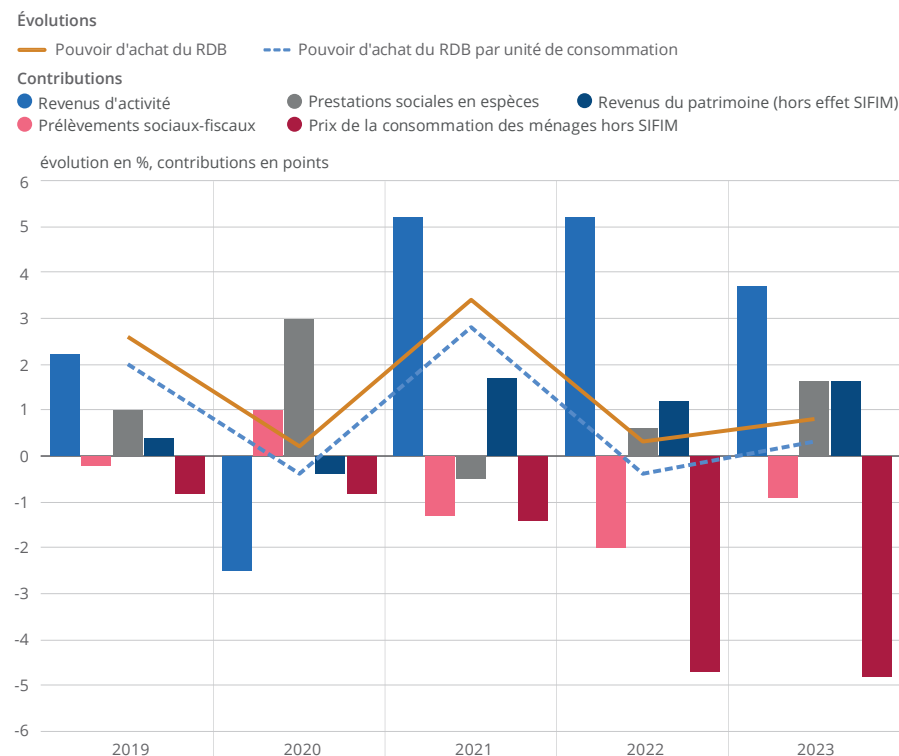
► 5. Inflation en France et contributions par poste



Lecture : en décembre 2023, l'inflation d'ensemble s'établit à 3,7 % sur un an. L'alimentation contribue pour +1,2 point à l'inflation d'ensemble.

Source : Insee.

► 6. Variations annuelles du pouvoir d'achat et contributions de ses principales composantes



Lecture : en 2023, les revenus du patrimoine (hors effet SIFIM) contribuent pour +1,6 point à l'évolution du revenu disponible brut (RDB) hors effet SIFIM.

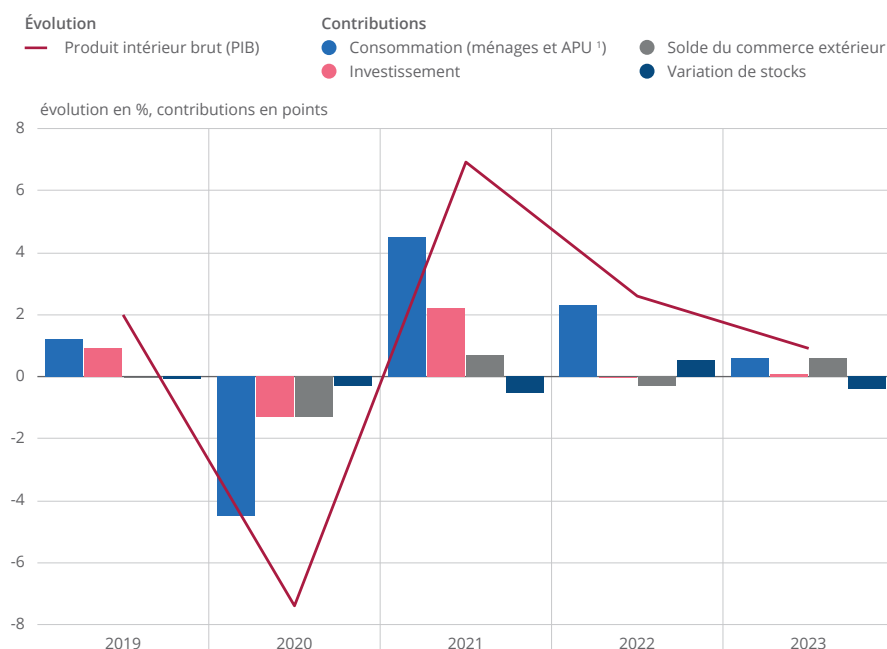
Source : Insee, comptes nationaux.

La consommation des ménages a progressé à un rythme proche du pouvoir d'achat (+0,8 %), si bien que le taux d'épargne des ménages s'est quasiment stabilisé (16,9 % après 16,8 %). Le taux d'épargne reste à un niveau nettement plus élevé que sa moyenne entre 2009 et 2019 (14,7 %). La consommation en produits alimentaires a continué de baisser (-3,6 %, après -3,2 % en 2022). Ces produits sont les plus marqués par l'inflation, avec une hausse des prix de 11,3 % en 2023 (après +6,3 % en 2022). Également très marquée par l'inflation, la consommation en biens énergétiques diminue de nouveau fortement comme en 2022 (-2,5 % après -3,3 %). À l'inverse, la consommation des ménages en services reste dynamique, en particulier dans l'information-communication (+5,6 %), dans les services de transport (+6,7 %) et dans l'hébergement-restauration (+5,5 %).

L'investissement des ménages a sombré, celui des administrations et des entreprises a résisté

En réponse à la hausse de l'inflation, les principales banques centrales, dont la Banque centrale européenne à partir de l'été 2022, ont procédé à un resserrement rapide des politiques monétaires, entraînant une augmentation du coût du crédit pesant sur l'investissement des entreprises comme des ménages. Ce dernier est de nouveau en forte baisse (-8,5 %), pénalisé par la baisse de l'investissement en construction (-5,6 %) et par celle des achats de biens immobiliers (-18,4 % d'investissement en services techniques, comprenant les frais de notaires). L'investissement des entreprises non financières progresse au même rythme qu'en 2022 (+2,7 % après +2,9 %), toujours porté par l'investissement en services d'information-communication. Au total, l'investissement se redresse légèrement en 2023 (+0,4 % en volume après 0,0 %), principalement porté par les investissements des

► 7. Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



¹ : administrations publiques.

Lecture : en 2023, la croissance du PIB est de 0,9 %. La consommation des ménages et des APU contribue pour 0,6 point à cette croissance.

Source : Insee, comptes nationaux base 2020.

administrations publiques (+6,9 %), qui augmentent dans les matériels de transport, avec notamment la livraison d'un sous-marin.

Le solde extérieur de la France s'améliore

En 2023, les flux de commerce extérieur en volume marquent le pas après deux années de forte hausse. Les exportations augmentent encore un peu (+2,1 % après +8,2 %), alors que les importations sont quasi stables (+0,3 % après +8,8 %). Le solde extérieur en volume s'améliore légèrement. Cette amélioration s'explique surtout par les biens, en particulier les biens énergétiques : la France est de nouveau exportatrice nette d'électricité, et ses imports en gaz et en pétrole baissent

fortement, les stocks ayant atteint des niveaux très élevés. Les exportations de matériels de transport, en particulier en aéronautique, accélèrent nettement, mais les importations, notamment de véhicules électriques, augmentent aussi fortement. Les exportations en volume de services se replient, tirées vers le bas par les exportations de services de transport (-7,5 %), tandis que les importations de services sont en forte hausse, avec notamment +15,1 % de services de transport et +7,7 % de services aux entreprises. Au final, la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB a été nettement positive en 2023 (+0,6 point), en partie compensée par un mouvement de déstockage (-0,4 point)

► figure 7. ●

Clément Bortoli, Gaston Vermersch (Insee)

► Pour en savoir plus

- Héam J.-C., Meinzel P., Morvan F., « Les comptes de la Nation en 2023 », Insee Première n° 1997, mai 2024.